

INFO – GREHSS

n° 13 20 décembre 2018

Paris 1928

Première Conférence internationale de service social

En cette fin d'année 2018, nous souhaitons marquer un anniversaire qui a été assez largement oublié : il y a eu quatre vingt dix ans en juillet, que se réunissait à Paris la 1^{re} Conférence Internationale de Service Social (8-13 juillet 1928). Venus de 42 pays, 2481 personnes (dont 1084 venant de France) participaient à cette conférence. Elle avait été organisée par un comité d'organisation mis en place deux ans auparavant. Ce comité de 38 membres, issus de 13 pays (tous, à l'exception des Etats Unis, européens) était présidé par Mme le Dr. Alice MASARYKOWA (présidente Croix Rouge Tchèque), son secrétaire était le Dr René SAND (conseiller technique de la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge) et son trésorier le Dr André PAILLAN (trésorier général de la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge).

Cette conférence est une véritable photographie de ce qu'était le service social dans de nombreux pays à cette époque. Son succès reflète aussi les grandes espérances de progrès social dix ans après la fin de la meurtrière guerre qui avait bouleversé l'Europe et un an avant la crise économique mondiale de 1929 qui allait basculer dans le chômage des millions de travailleurs. Pour le soixantième anniversaire de cette conférence, la revue *Vie Sociale* (n° 5-6/1988) avait consacré un dossier à cette conférence.

Le compte rendu intégral de cette conférence a été publiée en trois volumes : Première Conférence Internationale du Service Social Paris 8/13 Juillet 1928. Paris 2 Avenue Velasquez - 1929. Volume I (976 pages) Volume II (522 pages) Volume III (967 pages)

Le texte ci-après est extrait du volume I ; il en est l'introduction (pp. 7-9). Il donne une définition du service social, dont il signale le progrès et retrace avec précision le processus qui a abouti à la réunion de cette conférence.

Henri PASCAL

L'organisation de la Conférence Internationale de Service Social et de la Quinzaine sociale internationale

De même que le traitement des malades a subi une véritable révolution par la création *d'écoles d'infirmières* assurant à ces auxiliaires une solide formation théorique et pratique, de même les œuvres sociales voient aujourd'hui leur action s'affermir et s'étendre de la manière la plus heureuse par la création d'écoles de service social. *Les travailleurs sociaux* qui y sont formés, et plus spécialement les *auxiliaires ou assistantes sociales*, font réaliser à la technique de la philanthropie des progrès comparable à ceux que les infirmières ont apportés dans la technique des soins donnés aux malades.

D'autre part, on voit se multiplier les *Musées sociaux*, les *Fondations* destinées aux investigations sociales, les *Union d'œuvres*, les *Offices centraux* des œuvres de bienfaisance, les *Fichiers centraux*, les *Fonds communs* des œuvres, en un mot les institutions d'étude, d'organisation et de coordination du service social, cette expression embrassant *tout effort visant à soulager les souffrances provenant de la misère, à replacer les individus et les familles dans des conditions normales d'existence, à prévenir les fléaux sociaux, à améliorer les conditions sociales et à élever le niveau de l'existence*, soit par le service social des cas individuels, soit par les services sociaux collectifs, soit par l'action législative et administrative de la collectivité, soit enfin par les recherches et les enquêtes sociales.

Les *Conférences nationales du service social*, qui, depuis 1874, se succèdent d'année en année aux Etats Unis, ont contribué d'une manière éclatante aux progrès de la solidarité sociale, au perfectionnement des applications philanthropiques, à l'éducation des travailleurs sociaux ; elles ont éclairé l'opinion publique et stimulé l'action des autorités. Des assemblées moins nombreuses, dont l'objectif est d'ordinaire plus limité, se tiennent dans d'autres pays. L'idée de réunir une *Conférence internationale de service social* vint tout naturellement à l'esprit des travailleurs sociaux européens et japonais qui furent invités à participer aux Conférences nationales d'Atlantic City (1919) et de Washington (1923).

La proposition en fut suggérée d'une façon officielle par Mme le Dr. Clotilde Mulon (Paris) lors de la première de ces conférences. Le Dr. René Sand l'ayant reprise dans une lettre adressée le 15 janvier à Mlle Julia C. Lathrop, il fut invité par M. Homer Folks, président de la 50^e Conférence nationale du service social (Washington 1923) à exposer son projet devant cette assemblée. Sur la recommandation de son Comité exécutif, la Conférence approuva en principe la convocation d'une Conférence internationale de service social et autorisa son président à nommer une Commission d'études (23 mai 1923). L'avant-veille, l'Association américaine des travailleurs sociaux s'était également prononcée en faveur de cette initiative. Sur la recommandation de la Commission d'études et de son Comité exécutif, la Conférence nationale de service social résolut, lors de sa 51^e session,

tenue à Toronto en 1924, de coopérer avec tout groupement qui organiserait une Conférence internationale. Un Comité fut chargé de réaliser cette collaboration ; les Conférences ultérieures modifièrent sa composition, mais confirmèrent ses pouvoirs.

D'autre part, le projet de réunir une Conférence internationale du service social avait été présenté par le Dr. René Sand à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge (Fédération des Sociétés nationales de la Croix-Rouge en vue de développer l'œuvre de cette institution pendant la paix), qui décida de prêter son concours à l'organisation de cette réunion (résolution du Conseil général en date du 1^{er} mai 1924 et résolution du Conseil des Gouverneurs en date du 24 juin 1925).

Des démarches auprès des dirigeants d'œuvres, des institutions sociales et des Fondations de divers pays, ainsi qu'auprès des organismes internationaux officiels et privés amenèrent la formation d'un *Comité provisoire d'organisation*.

Une subvention accordée par la Fondation Russel Sage ayant permis de couvrir les frais de voyage de certains des membres du Comité, celui-ci se réunit à Paris, au siège de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, le 27 et le 28 septembre 1926. Dix-sept pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique étaient représentés, ainsi que le Secrétariat de la Société des Nations (Section des questions sociales), le Bureau international du Travail, l'Institut international de Coopération intellectuelle, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, la Permanence des Congrès internationaux d'assistance publique et privée, l'Union internationale de secours aux enfants, le Service international d'aide aux migrants, le Fonds Commonwealth, le Fonds Laura Spelman Rockefeller, le Fonds Milbank, la Fondation Rockefeller et la Fondation Russell Sage. Le Comité provisoire délégua ses pouvoirs à un Bureau présidé par Mlle le Dr. Alice Masarykova (Prague), nomma le Dr. René Sand secrétaire général et M. André Pallain trésorier-général ; il engagea ses membres à poursuivre la création de Comités nationaux ; il élaborait le règlement et le programme de la Conférence, enfin il décida de tenir en conjonction avec le Congrès international d'assistance publique et privée.

D'autre part, l'Association internationale pour la protection de l'enfance, l'Union internationale pour la protection de l'enfance du premier âge, l'Union internationale de secours aux enfants et la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge ayant résolu d'organiser en commun un Congrès international de la protection de l'enfance, on convint en novembre 1926 de convoquer à Paris, dans la première moitié du mois de juillet 1928, une *Quinzaine sociale internationale*, constituée par le Congrès international de la protection de l'enfance, le Congrès international d'assistance publique et privée, et la Conférence internationale du service social.

Dans la séance qu'il tint au siège de la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge, à Paris le 4 juin 1927, le Bureau du Comité d'organisation de la Conférence décida d'associer le Congrès international de l'habitation et de l'aménagement des villes à la Quinzaine, et de compléter celle-ci par une Exposition internationale de l'habitation et du progrès social.

La troisième réunion eut lieu à Prague, où les membres du Bureau furent, de la part de Mlle le Dr. Alice Masarykova, l'objet de la plus gracieuse hospitalité. Reçus par M. Baxa, Maire de Prague, et délibérant à l'Hôtel de Ville pendant toute la journée du 22 novembre

1927, ils donnèrent à la Conférence ses statuts et son programme définitifs, conférant pour le surplus au Secrétaire général le pouvoir de régler l'organisation de la Conférence, d'accord avec le Comité directeur de la Quinzaine sociale.

Les fonds nécessaires furent rapidement réunis grâce à la générosité de la Croix-Rouge tchécoslovaque, de la Croix-Rouge japonaise, des Comités allemand, espagnol et polonais, de la Conférence nationale (américaine) du service social, des Fondations Carnegie, Commonwealth, Laura Spelman Rockefeller, Milbank, Russell Sage et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge ; aux sommes importantes ainsi souscrites vinrent s'ajouter des dons individuels.

Le Comité directeur de la Quinzaine sociale définitivement constitué en novembre 1927, sous la présidence de M. Paul Strauss, tint, jusqu'en juillet 1928, de nombreuses réunions dans le bureau que son secrétaire général, M. Henri Sellier, mit à sa disposition à l'Hôtel de Ville de Paris.

.....

Activités du GREHSS

De nouvelles biographies sur le dictionnaire

Geneviève d'AUTHEVILLE

Elle est née en 1902, elle entreprend des études d'assistante sociale en 1935. Assistante sociale chef du ministère de la Santé du Maroc en 1942, elle s'engage à Alger, en 1944 dans les Forces Françaises Libres et participe au débarquement en Provence et suit les troupes jusqu'aux combats dans les Vosges. En 1946 elle entre au service social de la Marine nationale et, en 1957, devient membre actif de la Conférence internationale de service social.

Marie Josèphe COURBET

Née en 1904 à Hennebont (Morbihan), en 1922 départ à Paris mariage avec le peintre Lucien Courbet, naissance d'une fille en 1928. Installation à Marseille, adhésion au Parti Communiste Français en 1936, 1940-1942 activités de résistance. 1943 accompagne sa fille malade en Normandie, occupe un poste d'assistante sociale au dispensaire « La mère et l'enfant » à Paris, participe, avec l'OSE, au sauvetage des enfants juifs. Après guerre revient à Marseille et travaille comme assistante sociale dans diverses institutions sociales juives. Décède en 2002.

Juliette DELAGRANGE

Née en 1880, a été très active pour la création de la profession d'assistante sociale. Notamment, elle a eu le rôle important de secrétaire du Conseil de perfectionnement des écoles d'infirmières et du Bureau central des infirmières. De plus, suite au décès accidentel d'Hélène Gervais-Courtellemont, elle est devenue présidente de l'association des travailleuses sociales (ATS) et l'a dirigée jusqu'à la fin de sa vie.

Anne Marie de DEMANDOLX-DEDONS

Née à Marseille le 28 mars 1895, elle a suivi la formation de promotrices à l'École Normale Sociale, puis elle a été une fondatrice du scoutisme féminin (1924-1933). A son retour à Marseille, elle devient directrice de l'École de Service Social de Provence dont elle assure le développement.

Marthe Marie JACQUEMONT

Religieuse-assistante sociale diplômée de l'École Pratique de Service social, responsable du Centre Social de la Croix Saint Jacques à Dammarie-les-Lys, assistante sociale chef du Secours National, pendant la guerre, puis assistante sociale de la Sauvegarde, à partir de 1945, elle consacre plus de cinquante ans de sa vie à l'action sociale. Outre son implication profonde dans la mise en œuvre du travail social sur le terrain, elle laisse également un ensemble très important d'écrits professionnels où elle théorise le travail social, ceux-ci n'ayant jamais été exploités.

Gabrielle LAVOINE

Née en 1906, elle devient assistante sociale d'une cité cheminote à Lomme dans le Nord. Dès 1944, elle est nommée assistante principale pour la région Nord de la SNCF. Elle participe au développement de nouvelles méthodes dont principalement le case-work. Retraitee en 1965, elle décède en 2001.

Suzanne UMBDENSTOCK

Née le 24 février 1890 à Roubaix, décédée le 30 juin 1974, infirmière de guerre, puis assistante sociale à l'Hôpital Laennec et directrice des services sociaux du Réseau des chemins de fer de l'État (Ex-Réseau Ouest).

→→ Consultez le dictionnaire biographique du service social sur le site : www.cedias.org rubrique dictionnaire

De nouveaux documents sur le site www.grehss.fr

Yvonne KNIBIEHLER

Dans une conférence donnée au Colloque du Comité d'Histoire de la Sécurité Sociale (Caen 1980), Yvonne Knibiehler présente la démarche qu'elle a adoptée pour son livre « Nous les assistantes sociales » et les conclusions qu'elle en tire sur la place des femmes dans l'histoire du service social.

Comité d'Entente des Ecoles de Service Social

Un article, publié dans les *Feuillets de l'ANAS* n° 32 de juillet 1956, le Comité d'Entente rappelle les principales étapes de son histoire depuis sa création en 1927.

Les amis des pauvres à Marseille

La « Société des Amis des Pauvres » de Marseille, association protestante, présente, dans un rapport son activité pour l'exercice allant du 31 mai 1844 au 30 septembre 1946. Dans ce rapport il y a un essai de classement des pauvres en trois catégories. L'une est assez énigmatique : qui peuvent bien être ceux qui « *nous viennent d'Afrique, où ils sont allés épuiser des économies ramassées à grand peine dans la mère-patrie, et consommées là-bas en spéculations ruineuses* » ?

Un discours d'Henri Sellier ministre de la Santé Publique

C'est le texte du discours, fait à l'École de Puériculture de la Faculté de Médecine, alors qu'Henri Sellier, maire de Suresnes, venait d'être nommé ministre de la Santé Publique dans le gouvernement de Léon BLUM. Dans ce discours, prononcé un peu plus d'un mois après sa nomination de ministre, se lisent les deux lignes de force qui marqueront son bref passage au ministère: la coordination des services sociaux qu'il prône dans des circulaires aux préfets et la fusion des diplômes d'infirmière visiteuse et d'assistante sociale, fusion qui sera réalisée avec la réforme de 1938, que décidera son successeur au ministère Marc Rucart.

Les comptes rendus des réunions du groupe dictionnaire

Les comptes rendus des trois réunions de 2018 du groupe dictionnaire permettent de voir le processus d'élaboration du dictionnaire et des axes de travail du GREHSS.

→→ **Sans cesse de nouveaux documents sur le site du GREHSS, consultez-les : www.grehss.fr**

Une rencontre pleine de promesses avec la SOSTOSS italienne

A l'initiative de l'EPSS (Ecole pratique de service social), le GREHSS (Henri Pascal ; Patrick Lechaux) a rencontré, le 12 décembre dernier à Paris, une délégation de la SOSTOSS composée Rita Cutini, Marilena Dellavalle, Rachele Di Carluccio et Giovanna Sammarco.

La Sostoss est un groupe de recherche fondé en 1992 qui vise à étudier et valoriser l'histoire du service social italien dont la véritable naissance date de la sortie de la seconde guerre mondiale et du fascisme : www.sostoss.it. La SOSTOSS s'est donnée pour missions la récupération d'archives institutionnelles et personnelles, la production de biographies (écrites, vidéos) et la publication de travaux de recherche historique. Le rapport du service social à la démocratie et plus largement au politique est une préoccupation centrale des fondatrices et militantes de la SOSTOSS, l'Italie ayant connu une forte instrumentalisation politique du service social (des écoles dites fascistes, puis des écoles communistes) que la montée du populisme rend aujourd'hui d'une actualité brûlante.

C'est la volonté de réaliser une notice biographique d'Odile VALLIN qui a été à l'origine de cette rencontre avec le GREHSS. Odile Vallin se forme comme assistante de service social à l'EPSS à Paris et obtient son diplôme en 1943. Elle quitte alors la France pour l'Italie où elle

entre dans les ordres et crée la première école de service social indépendante en 1945 à Milan, lui donnant le nom d'eps (Scuola pratica di Assistenza Sociale). Elle va ainsi devenir la grande figure fondatrice du service social italien, sa « pionnière » selon la Sostoss.

A l'issue d'une journée de travail entre le GREHSS et la SOSTOSS, un programme de travail a été décidé :

- Réalisation conjointe d'une notice biographique croisant l'exploitation du dossier scolaire très riche d'O. Vallin à l'EPSS (analyse réalisée par P. Lechaux) avec l'imposante documentation réunie par la SOSTOSS. Cette notice biographique sera intégrée dans le Dictionnaire porté par le GREHSS. Un projet d'ouvrage a été évoqué.
- Engager une recherche à caractère européen à partir des travaux de la 1^{ère} Conférence internationale de service social à Paris en 1928 en associant d'autres partenaires institutionnels, avec comme fils rouges : le rapport du service social au politique ; l'autonomie des professionnels aux prises avec les politiques sociales ; la formation au service social, trois thématiques qui furent centrales lors de la conférence de 1928 et qui le furent également lors de la Conférence de Tremezzo en 1946, considéré comme l'événement fondateur du service social italien.

De nouvelles rencontres avec la SOSTOSS et l'EPSS sont programmées pour 2019 sur lesquelles nous reviendrons.

Patrick Lechaux

Vie de l'association

Pour contacter :

- le groupe dictionnaire : greh.servicesocial@orange.fr
- le groupe nantais Elisabeth Ollivier : elisabeth.ollivier@outlook.fr ou Florence Huard : f.huard@arifts.fr
- le groupe Provence Henri Pascal : henri.f.pascal@wanadoo.fr ou Jean Marie Zingraff : jmzingraff@gmail.com
- le groupe polyvalence : greh.servicesocial@orange.fr

Histoire des services sociaux à Marseille et dans les Bouches du Rhône

Le groupe Provence du GREHSS a décidé de préparer une journée d'étude, au dernier trimestre 2019, sur des services sociaux à Marseille et dans les Bouches du Rhône au XXe siècle. Ce projet de journée d'étude est la suite logique du recensement réalisé par le groupe auprès des archives départementales des six départements de la région. Ce recensement apporte la confirmation que des données sur les services sociaux et les institutions d'action sociale sont présentes dans les différentes archives départementales,

permettant ainsi de lancer des recherches. Une réunion pour lancer cette future journée d'étude et les appels à communications est prévue le 11 janvier de 17h à 19h 30. Comme, à Marseille, la sensibilité aux risques liés au bâti est devenue très forte ces derniers temps, la réunion du 11 janvier ne pourra pas se faire, comme d'habitude, à la Cité des associations : elle est fermée pour des raisons de sécurité. La réunion se tiendra donc dans les locaux de l'IMF (Institut Méditerranéen de Formation et de recherche en travail social) 50 rue du Village 13006 Marseille. Les personnes intéressées sont invitées à cette réunion.

→→ **Prochaine réunion du groupe Provence: 11 janvier 2019 17h-19h30**
IMF 50 rue du Village 13006 Marseille

Des thèmes de recherche et un appel aux lecteurs

Le groupe de travail sur le dictionnaire s'est réuni le 4 décembre, il a fait le point sur les biographies en cours d'écriture et celles qu'il faudrait faire. L'activité du groupe dictionnaire, des groupes locaux et du groupe polyvalence est bien loin d'épuiser les thèmes qui pourraient faire l'objet de recherches. Pour lancer ces recherches le modèle de la science participative peut servir de fil conducteur : la co-construction entre celles/ceux qui portent des recherches sur l'histoire du service social, celles qui ont vécu cette histoire en tant qu'acteurs à des niveaux divers. On pourrait demander aux lecteurs d'Info GREHSS d'apporter documents et témoignages sur un thème particulier. Ainsi de nouveaux champs pourrait s'ouvrir notamment :

- les champs d'intervention du service social, en particulier il serait intéressant de travailler sur la MSA qui a beaucoup apporté à l'action collective ;
- la mise en place de la polyvalence dans divers départements, on a le cas du Val de Marne avec MALLET-DUFOUR Lucette, PERLES Jacqueline 1975 *Le service social en polyvalence de secteur, l'aide au client* Paris ESF 275 p. et il y a sans aucun doute des écrits dispersés à retrouver ;
- la génération post 1968 : la période des années 1970-1980 a apporté de nombreuses transformations dans la profession que ce soit dans les écoles comme dans les services employeurs. Pourrait servir de base de départ l'enquête BRAMS Lucien, COURTECUISSÉ Noëlle 1972 *Les assistants de service social : 1970, contribution à la sociologie d'une profession* Paris Editions INSERM ;
- la période préparatoire à la réforme du DEAS de 1981 : il existe de nombreux documents plus ou moins rassemblés, mais quasiment pas d'écrits, des témoignages peuvent être collectés ;
- la mobilisation de 1991 : là encore des documents sont plus ou moins rassemblés, peu d'écrits en dehors de Trät Josette : "La lutte des assistantes sociales : un mouvement de femmes salariées conjugué au masculin", dans le dossier : Les coordinations de travailleurs dans la confrontation sociale, *Futur antérieur*, L'Harmattan, 1994, p.103-140. Des entretiens avec des acteurs du mouvement sont possibles.

→→ **Prochaine réunion du groupe dictionnaire : 15 février 2019 14h-17h**
CEDIAS 5 rue Las Cases 75007 Paris

Formation des assistants de service social à Nantes

Le groupe Nantais poursuit son travail de collecte des données (interviews et consultation d'archives) concernant l'histoire de la formation des assistants de service social sur Nantes. La prochaine réunion du groupe est ouverte à toute personne intéressée par cette histoire. N'hésitez pas à rejoindre le groupe !

→→ **Prochaine réunion du groupe nantais : 14 janvier 2019 17h30-19h**
ARIFTS 10 rue Marion Cahour 44400 Rezé

Journée Maitron 2018 le 5 décembre 2018

Le nouveau site : www.maitron.org

Rappel de qui est Jean Maitron (1910-1987)

C'est par un détachement au CNRS en 1958 et son entrée à la Faculté de Paris en 1963 que Jean Maitron, déjà âgé de 53 ans, prit pied à l'Université. Plus encore que ses ouvrages sur le mouvement anarchiste ou sa fonction de créateur et de directeur de la revue *Le Mouvement social*, c'est son rôle de directeur du *Dictionnaire du mouvement ouvrier français* qui l'impose en France et à l'étranger. Ce dictionnaire, toujours en construction depuis le milieu 1950 prend le nom de son créateur en 1981, à la demande de l'éditeur ; dans la pratique, les utilisateurs parlaient depuis longtemps du « Maitron ».

Assemblée générale

L'assemblée générale de l'Association des Amis du Maitron s'est tenue le 5 décembre au matin à la Bourse du Travail de Paris. Les différents groupes locaux ont présenté leur travail. Puis sont intervenus Gilles Manceron, Gérard Noiriel.

Gilles Manceron, historien français spécialiste du colonialisme français (LDH), « L'Affaire Audin et les '1000 autres' »

L'histoire, longtemps fossilisée sur les victimes de la guerre d'Algérie, est reconnue dans le sillage de la reconnaissance par Emmanuel Macron de la responsabilité de l'État dans la mort de Maurice Audin- qui enseignait les mathématiques à l'université d'Alger et militant communiste-, dont le corps disparut, comme celui de tant d'Algériens restés anonymes. Un fichier officiel d'un millier de disparus probablement tous torturés à mort, ou torturés et assassinés par l'armée française, pendant la bataille d'Alger, à l'instar de Maurice Audin, a été mis en ligne le 15 septembre sur le site 1000autres.org.

Gérard Noiriel (IRIS, EHESS), « Le Maitron et l’histoire populaire de la France »

Directeur d’études à l’EHESS depuis 1994, codirecteur de la collection « Socio-histoires » chez Belin, cofondateur de la revue de sciences sociales *Genèses* et de la revue *Histoire et Sociétés* Belina ; Son dernier livre est *Une histoire populaire de la France De la guerre de Cent ans à nos jours* (Editions Agone 2018) dressant un portrait vivant et réflexif des luttes constituantes du peuple français depuis la fin de la guerre de Cent Ans jusqu’à aujourd’hui.

Gérard Noiriel a rappelé son origine, sa façon de faire l’histoire. Puis partant du principe que le monde social est construit autour des relations de pouvoir, il a distingué populaire et masse populaire, Pour lui, le « populaire » est un rapport social qui lie les dominés et les dominants, alors que les classes populaires s’approprient le regard des dominants, leur donnent un sens correspondant à leur culture de classe, et développent des luttes qui finissent par influencer sur le regard que les dominants portent eux-mêmes sur les classes populaires. Enfin, il a parlé d’un gros changement du mouvement ouvrier à partir des années 1980.

Présentation et inauguration du nouveau site Maitron

Le site Maitron-en-ligne, sans restriction d’accès, reprend la totalité des 186 000 notices publiées dans l’ensemble du Maitron, y compris les volumes spécialisés et les cédéroms  dit s par les  ditions de l’Atelier. Le Maitron-en-ligne est désormais accessible dans divers établissements d’enseignements et de recherches, en France et à l’étranger, et il est consultable dans certaines bibliothèques publiques.

Par sa nouvelle version, (Nouvelle apparence, nouvelles fonctionnalités, nouveaux contenus), il veut avoir une forme innovante interactive et s’ouvrir à un autre public

« Après 1968 : nouvelles mobilisations, nouveaux engagements, nouveaux militants ? »

Ce fut le thème de l’après midi avec les interventions de Sophie B roud, Renaud Bécot, François Prigent et Isma l Ferhat. La journée a été clôturée par la remise du prix Maitron.

Sophie B roud (Triangle, Université Lyon 2), « Ce que les parcours biographiques de militant.e.s disent des transformations de l’activité syndicale des années 68 aux années 1980 : les apports de l’enquête Sombrero »

Localisée   Lyon, l’enquête Sombrero a porté sur les incidences biographiques de l’engagement. Elle a donné le livre « *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*. La force de ce livre tient à un triple déplacement du regard – de Paris aux régions, des têtes d’affiche aux militants ordinaires, de la crise de mai à la séquence historique 1966-1983. 500 récits de vie enregistrés et 140 calendriers de vie constituent ce livre et permettent de brosser un portrait non impressionniste des soixante-huitards, de leur carrière professionnelle, de leur vie affective, de la continuité de leurs engagements. Trois Grandes familles apparaissent : Les syndicalistes, les féministes, les radicaux mais elles sont poreuses et il y a des multi-positions

Renaud Bécot (post-doc. LARHRA), (« Hériter du mouvement ouvrier pour défendre l'environnement. Des syndicalistes environnementalistes, 1968 – 1987 »).

Sa thèse s'intitule « Syndicalisme et environnement en France de 1944 aux années quatre-vingts » retrace la formation des préoccupations environnementales au sein des organisations syndicales (CGT et CFTC-CFDT) en France, Les années d'après-guerre sont marquées par des discours confédéraux concernant l'usage des ressources naturelles dans le cadre des politiques industrielles, l'aménagement du territoire, ou le recours aux substances pathogènes et la pollution affectant les salariés dans et hors l'espace de travail. L'étude des années soixante et soixante-dix permet ensuite d'observer l'affirmation d'un environnementalisme propre aux organisations de travailleurs, qui se précise lors des controverses menées à l'heure de l'émergence des politiques publiques de l'environnement et des conflits portés par les mouvements écologistes.

Trois conclusions principales se dégagent de cette étude. Premièrement, l'intervention syndicale est largement conditionnée par la mutation du système énergétique, qui constitue un critère central dans la réflexion des confédérations. Deuxièmement, au tournant de la décennie 1970, les structures syndicales mènent un effort de définition de leur approche environnementale et se démarquent des pouvoirs publics comme des employeurs. Enfin, les propositions formulées par les représentants des salariés pour aménager les politiques publiques intègrent une attention constante aux inégalités environnementales.

François Prigent (Tempora, Université Rennes 2), « Le cycle d'Épinay dans le Maitron : enjeux et perspectives »

Jusque dans les années 1980, la Bretagne est assimilée à tort à une région uniformément conservatrice, rurale, cléricale. En-dehors des pôles ouvriers, urbains et portuaires (Brest, vallée industrielle de la Basse-Loire, Lorient, Fougères...), les espaces militants bretons sont peu présents dans les premières séries du *Maitron*. Ce dictionnaire connaît désormais une renaissance en Bretagne. Il correspond à une histoire collective écrite par plusieurs générations de chercheurs. Un premier bilan des 7 tomes parus du DBMOMS pour la période 1940-1968 met à jour la pluralité du mouvement social et la singularité de la région dans ce domaine. Une double approche, par la prosopographie et les réseaux, vise à analyser le corpus des socialistes bretons.

Ismaël Ferhat (CAREF, Université de Picardie), « Le syndicalisme enseignant depuis 1968 : quels enjeux pour l'étude biographique et prosopographique de ce secteur ? »

Sa thèse a porté sur « Socialistes et enseignants. Le Parti socialiste et la Fédération de l'Éducation nationale de 1971 à 1992 » Elle montre qu'il y a une différence entre les confédérations syndicales, pour qui l'École et ses agents sont un aspect uniquement de leur base, et les fédérations de personnels éducatifs qui en font un aspect crucial. Même entre les confédérations syndicales, il y a d'énormes différences programmatiques en matière d'Éducation nationale. FO et la CFDT par exemple ont une vision diamétralement opposée de ce que doit être l'École publique. Les forces syndicales reflètent non seulement la diversité idéologique des personnels éducatifs, mais aussi celle de la société française elle-même dans son rapport souvent passionné à l'École.

On le voit ans le Maitron : Il y a une montée progressive des enseignants, notamment de 1941 à 1958. De 1968 à 1981, On voit une sociologie de classe moyenne, une tradition forte de l'enseignement militant, un lien spécifique entre la gauche et les enseignants

17h00 – Remise du Prix Mitron

Le prix Maitron a été attribué à Gaëlle Boursier pour son mémoire intitulé « 'Nous ne resterons pas les bâtards de la métallurgie'. Histoire de la grève des Batignolles, janvier-mars 1971, Nantes », sous la direction de Gilles Richard.

Brigitte BOUQUET

Du coté de l'histoire du travail social

Une « fille mère » écrit à son assistante sociale

Le dernier ouvrage de J-F Laé mérite toute l'attention à un double titre. D'abord par l'originalité des travaux de sociologie de l'auteur dont celui-ci. J-F Laé s'intéresse depuis de nombreuses années aux vies « faibles », les vies de ceux et celles qui sont fragilisés.e.s : familles ouvrières précarisées, travailleurs au noir, hommes à la rue, jeunes prisonniers, jeune fille placée sitôt enceinte (cet ouvrage). J-F Laé accorde une place toute particulière aux archives personnelles et aux écritures ordinaires, notamment professionnelles, dans des espaces aussi divers qu'une cité HLM, un service en milieu ouvert, un lieu de vie pour handicapés, ...¹

Laé pratique une sociologie narrative qui ordonne les récits qu'on lui a confiés, les scènes vues, les archives parcourues, donnant à voir à la fois comment ces vies ordinaires font avec les institutions et comment celles-ci cherchent à opérer une forme de maintenance des corps et des vies qui leur échappent, voire leur résistent.

Le second intérêt de l'ouvrage a trait à son objet même : 160 lettres d'une correspondance - avec les lettres des deux correspondants, ce qui est très rare - de près de 20 ans (1953-1970) entre Micheline, jeune fille rebelle rejetée par ses parents, enceinte et placée à 20 ans, et Odile, assistante sociale auprès du tribunal. Laé a sorti de l'oubli et de la poussière cet énorme carton de correspondance associé au dossier administratif de Micheline faisant partie de 300 mètres de dossiers dans la cave d'une association en charge de la protection de l'enfance !

On voit Micheline résister en permanence à l'institution et investir – voire instrumentaliser - l'assistante sociale comme un soutien, puis comme la marraine de sa petite fille Corinne, et sans doute également comme une mère de substitution. On voit également comment Odile, l'assistante sociale, constamment mise en situation de sortir du cadre professionnel, joue avec ces demandes et ce cadre pour ne pas « la perdre » cette

¹ Cf. par ex. Laé, J-F, (2008), *Les nuits de la main courante. Ecriture au travail*, Paris Stock.

Micheline, allant jusqu'à accepter d'être la marraine, confiant à un moment donné que cette Micheline est « *ma fille* », sa protégée parmi toutes les autres jeunes femmes qu'elle suit.

Cette correspondance permet de pénétrer au cœur du travail social et du travail éducatif en train de se faire. Il s'agit bien entendu des modalités d'action « classiques » d'une assistante sociale : répondre aux demandes de secours ; trouver des familles d'accueil, un emploi domestique ; échanger avec les parents, le juge pour enfants, avec d'autres collègues, ... Mais aussi et surtout d'un travail d'interaction où chacun fait agir l'autre, où le rêve et le désir sont aux prises avec le rappel à la loi, aux règles morales et aux normes sociales, où la relation professionnelle est doublée d'une forte relation affective, ces deux niveaux étant extrêmement entremêlés. Du coup, Odile, l'assistante sociale, doit faire avec et contre la mère, avec et contre le juge, avec et contre l'employeur, avec et contre Micheline elle-même, jouant sans cesse d'un côté la confiance et le parti de Micheline, et de l'autre, le rappel à la loi et du cadre institutionnel, participant ainsi à la fabrication de la « *maternité sociale* » de Micheline, selon l'expression de l'auteur.

Derrière le dossier administratif, en réalité en son sein, l'archive « *mineure* » de cette correspondance – habituellement détruite par les professionnels en fin de prise en charge – met bien en évidence comment ces « *écritures minuscules de gens ordinaires* » peuvent éclairer la réalité concrète de l'activité professionnelle qui peut être comme ici écriture de soi et engagement de soi, dynamique de « *subjectivation* » du professionnel comme de l'utilisateur. Il s'agit d'un véritable travail d'épreuve de soi pour les deux acteurs en présence, un travail composite mêlant questions matérielles et questions identitaires, technicité et affects intimes.

Le dernier chapitre intitulé « *la puissance maternelle* » abandonne la démarche de sociologie narrative pour adopter une démarche d'analyse foucauldienne de la puissance de maternité qui fait l'objet d'un travail institutionnel médical, psychiatrique, disciplinaire, éducatif et de pratiques de soi (de son corps, de ses désirs) de la part de ces (jeunes) femmes. « *Faire une mère* » est ainsi tout un programme institutionnel et en même temps un combat qui exige autant l'obligation de dire (mécanisme de l'énonciation) que d'un savoir passer sous silence. (Patrick LECHAUX)

LAÉ Jean François 2018 *Une fille en correction. Lettres à son assistante sociale (1952-1965)*
Paris CNRS Editions 264 p.

XIXe siècle à Bordeaux : enfants de la misère

Poursuivant ses recherches historiques sur l'aide sociale à l'enfance à Bordeaux, après le sort réservé aux enfants exposés sous l'Ancien Régime puis aux orphelins enfants de la patrie sous la Révolution, Bernard Allemandou présente ce qui va advenir pour ces enfants abandonnés durant la période allant de 1811 à la chute de l'Empire en 1870.

A l'examen des documents conservés aux archives municipales de Bordeaux et départementale de la Gironde est-il justifié de parler comme l'on fait certains contemporains de massacre de ces enfants ou au contraire de mesures de sauvetage? Pourquoi a-t-on appelé ces enfants des « *bourdeaux* »?

Ce qui va caractériser ces enfants, c'est d'être des enfants de la misère, entendu comme des enfants dont les parents sont dans la misère à l'image de la plus grande partie de la population à cette époque, question sociale qui s'inscrit au cœur de tous les régimes politiques qui se sont succédé en 80 ans: trois monarchies constitutionnelles, deux républiques éphémères et deux empires.

A cette histoire vient s'ajouter et s'articuler celle des enfants en marge qui est présentée dans le volume suivant, l'ensemble de ces deux volumes dressant un panorama complet des dispositifs créés à Bordeaux en faveur de l'enfance durant toute cette première moitié de XIXe siècle. (Présentation par l'éditeur)

ALLEMANDOU Bernard 2018 *Les « bourdeaux » enfants de la misère Sauvetage ou massacre ? Bordeaux 1811-1870* Bordeaux Publications Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine 242 p

Sur l'enfermement des mineurs

Vient de sortir un livre issu du colloque « Une vraie alternative à l'enfermement des enfants : la liberté ! » organisé par le Syndicat national des personnels de l'éducation et du social-Protection judiciaire de la jeunesse (SNPES-PJJ/FSU), le Syndicat de la magistrature (SM), l'Observatoire international des prisons (OIP) et le Syndicat des avocats de France (SAF) avec le soutien de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), de DEI-France et de la FSU. L'approche historique fait l'objet d'un chapitre écrit par Véronique Blanchard et Mathias Gardet : « Enfermement, une passion contemporaine ? Retour sur l'histoire de l'enfermement des enfants et des adolescent-es » (pp. 13-18)

BECHTOLD-ROGNON Evelyne, CARON Nathalie, OLIVIER Michelle, OLLIVIER Sonia, VRAIN Anaïs (coord.) 2018 *Une vraie alternative à l'enfermement des mineur-es* Paris Syllepse coll. Comprendre et agir 112 p.

Hommage à Jacques Ladsous

La revue Vie Sociale et Traitements (VST) consacre son dernier numéro (2018/2) à un hommage à Jacques Ladsous. Parmi les articles au sommaire de ce numéro signalons un article de Michel Chauvière « l'éducation spécialisée : passé, présent, à venir » et un de Joseph Rouzel « ce qui demeure et ce qui change dans les métiers de l'éducation spéciale ». La parole de Jacques Ladsous est également présente : dans « être éducateur « non spécialisé » selon Jacques Ladsous », Nathalie Auguin-Ferrère et Nada Abillama-Masson présentent des extraits d'un entretien de 2016 avec Jacques Ladsous.

VST n° 138 (2018/2) Editions ERES 136 p.

Sexualités juvéniles

C'est le thème du dossier, dirigé par Véronique Blanchard et Régis Reverin, du dernier numéro de la *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière* (RHEI). Comme le précisent les coordonateurs « *ce dossier est né de la nécessité de faire vivre un champ de recherche encore peu investi, particulièrement dans l'espace francophone* ». Outre l'article de Giovanni Cerro consacré à « la sexualité infantile et juvénile dans l'œuvre d'Auguste Forel » (Auguste Forrel (1848-1931) était un psychiatre suisse), trois articles sont publiés dans chacune des deux « perspectives ». Dans « perspectives internationales » un article (en anglais) traite des enfants passés en jugement devant le tribunal criminel du Dahomey de 1924 à 1940, l'autre des jeunes femmes pauvres de l'Argentine des années 1940 et le dernier est consacré à la découverte de la sexualité dans deux livres d'auteurs maghrébins. Les articles de « perspectives françaises » traitent l'un des jeunes homosexuels pourchassés par la police des mœurs à Paris entre 1919 et 1940, l'autre de l'arrivée des hommes éducateurs dans les institutions de rééducation pour les filles et le dernier, avec cette question en point d'interrogation « *du puritanisme à la libération ?* » rend compte d'une recherche menée en région parisienne sur « *la sexualité des « jeunes filles » communistes* » en lien avec les organisations de la Jeunesse Communiste. Comme dans tous les précédents, ce numéro se termine par des comptes rendus d'ouvrages et l'actualité bibliographique.

RHEI n° 20 novembre 2018 Presses Universitaires de Rennes 236 p.

De la charité à la solidarité

Dans un court article l'historienne Axelle Brodriez-Dolino décrit les étapes de l'action sociale de la fin du XIX^e siècle à nos jours en suivant les relations entre le confessionnel et le public. Le processus de laïcisation du social a été plus lent que celui de l'enseignement, il a commencé dès les années 1880 au niveau local comme national. En 1884, suite à l'élection des municipalités au suffrage universel, on assiste à la reprise en main des bureaux de bienfaisance par les mairies ; où des religieux sont remplacés par des laïques. Le même mouvement se produit dans les hôpitaux avec l'Assistance publique : le médecin supplante la religieuse. L'organisation d'une assistance catégorielle devient progressivement un axe central de la III^e République comme l'assistance aux malades privés de ressources (1893) ou le soutien aux « vieillards, infirmes incurables » (1905). La séparation de l'église et de l'Etat en 1905 crée une situation de tension pour les œuvres catholiques. Mais ces tensions n'empêchent pas le métissage entre l'action publique et les œuvres confessionnelles comme l'affirme l'auteur : « *alors que l'action publique opère une forme de sécularisation de certaines valeurs et pratiques chrétiennes, les associations de matrices confessionnelles incorporent parallèlement les grandes valeurs républicaines* »

La période de l'entre deux guerres voit un développement des formes traditionnelles d'assistance facultative privées et publiques, terrain favorable au métissage. Et après 1945, sous la IV^e République notamment, plusieurs institutions confessionnelles sont créées, comme ATD Quart Monde, les Petits Frères des Pauvres, Emmaüs, mais elles se développent en s'appuyant sur les valeurs républicaines, dont, en particulier, les droits Humains. Ce qui permet à l'auteur de souligner « *l'empreinte caritative de l'action sociale contemporaine* » et de conclure ainsi : « *De fait, alors que la République a incorporé certains principes chrétiens, les grandes associations du secteur sanitaire et social ont parallèlement fait leur principes républicains* ». On peut retrouver ce processus dans l'histoire du service social. (H. Pascal)

BRODIEZ-DOLINO Axelle « La sécularisation des valeurs de l'action sociale depuis la fin du XIX^e siècle : du principe de charité au principe de solidarité » *Informations Sociales* 1918-(n° 196-197) pp. 28-36

Méthodologie de l'intervention en travail social

A l'occasion de la sortie, en juillet 2018, d'une nouvelle édition actualisée, aux Presses de l'EHESP dans la collection « Politiques et interventions sociales », de son livre « Méthodologie de l'intervention en travail social », Cristina De Robertis conte, dans un article, la genèse de ce livre qui est devenu un classique du service social. Paru en 1981 aux éditions Centurion dans la collection « socio-guides » il est passé ensuite aux éditions Bayard dans la collection « travail social ». Cette première édition a été suivie d'une nouvelle édition, toujours chez Bayard, en 2007. Les ventes cumulées de ces deux éditions ont atteint le chiffre de près de 40 000 exemplaires. A ces ventes s'ajoutent les traductions en italien, espagnol, portugais et polonais. Partant du contexte des années 1970, dans son article Cristina De Robertis poursuit en retraçant son itinéraire professionnel, de Montevideo à Paris avec séjour aux Etats Unis entre les deux et termine son article en listant les idées forces de ce livre.

DE ROBERTIS Cristina « Genèse du livre Méthodologie de l'intervention en travail social » *Revue Française de Service Social* n° 270 2018-3

Hôtels sociaux

Dans ce bref article, l'auteur part d'une situation d'aujourd'hui rencontrée lors d'une intervention pour rappeler quelques éléments sur l'histoire des hôtels sociaux et des garnis qui ont longtemps hébergé les familles ouvrières. Avec l'abondante bibliographie citée en

note, l'auteur aurait la matière de rédiger un article très documenté sur ce thème.

LE CLEAC'H Mathieu « La face cachée des hôtels sociaux. Rétrospective d'un modèle public d'hospitalité » *Revue Française de Service Social* n° 270 2018-3

Formation des éducateurs

La revue *Sociographe* consacre son dernier numéro à la formation des travailleurs sociaux. Ce numéro sur « La formation en travail social. Expériences, espaces et processus pédagogiques » est coordonné par SCHMITT Guy, TOURRILHES Catherine, VEYRIÉ Nadia. Dans ce numéro un article sur l'histoire de la formation des éducateurs de 1940 à 1960.

POUTEYO Michael « La formation des éducateurs, retour sur une guerre de positions (1940-1960) » *Le Sociographe* hors série n° 11 2018

Surintendantes

Nous ne pouvons qu'être satisfaits quand la presse professionnelle publie des articles sur l'histoire. Le quinzomadaire *Lien Social* publie un fort intéressant article de deux pages sur les surintendantes. L'auteure de l'article, Marianne Langlet, s'appuie sur le matériel réuni lors du centenaire de l'Ecole des Surintendantes.

LANGLET Marianne « Surintendante Entre patron et ouvrières » *Lien Social* n° 1238 30/10 - 12/11/2018

Avis de recherche

Pour le site du GREHSS nous recherchons des photos pouvant illustrer l'histoire du service social. Ce peut être des photos de première page de documents ou d'affiches, des photos de groupe (élèves, professionnelles), des photos reflétant l'activité professionnelle, des photos de bâtiments, des photos de manifestations (par exemple la grève de 1991) et tout autre document intéressant.

Les documents institutionnels antérieurs à 70 ans sont en principe libres de droits, pour les documents postérieurs à 1948, il nous faut l'autorisation de les publier, autorisation de leur auteur, des institutions représentées, des personnes sur les photos.

Envoyer les documents à greh.servicesocial@orange.fr

**Le GREHSS a pour seule ressource financière les cotisations de ses adhérents.
Si vous pensez que ce que fait le GREHSS est utile à l'histoire du service social,
soutenez son action en adhérant ou en ré-adhérant pour l'année 2019.**

Bulletin d'adhésion 2019

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....

.....

.....

Mail:.....

Téléphone:.....

Activité professionnelle:.....

Cotisation: 20 € à l'ordre de GREHSS à envoyer à

GREHSS

Cité des Associations boîte aux lettres 192

93 La Canebière

13233 Marseille Cedex 20